

CASTLEGAR (C.-B.)—LES CONSULTATIONS  
PRÉALABLES AU CHANGEMENT  
DE SERVICE

**M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest):** J'aimerais poser une question au ministre des Transports, monsieur l'Orateur. La Commission canadienne des transports a-t-elle consulté les municipalités engagées dans la mise en service de l'aéroport de Castlegar et d'autres aéroports avant d'autoriser les Lignes aériennes de la Colombie-Britannique à assurer des services locaux sur le trajet sud des Canadian Pacific Airlines?

**M. l'Orateur:** A l'ordre! Cette question pourrait facilement figurer au *Feuilleton*. S'il y avait urgence, on pourrait la débattre au moment de l'ajournement.

**M. Harding:** A dix heures, monsieur l'Orateur.

### LA CHAMBRE DES COMMUNES

#### LA DIFFUSION PAR TÉLÉVISION DES SÉANCES DE LA CHAMBRE ET DES COMITÉS

**M. David MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, ma question, s'adressant au président du Conseil privé, se rattache à celle que posait hier le député de Saint-Jean-Lancaster. Vu l'importance et la valeur considérables de la télédiffusion des trois dernières conférences constitutionnelles qui se sont tenues depuis un an et demi, et vu les grandes difficultés qui retardent toute décision relative à la radio-diffusion des délibérations de la Chambre et de ses comités, le président du Conseil privé songe-t-il à mettre la question sur le tapis immédiatement et peut-être à introduire, à titre d'expérience, un tel service de télévision, en soumettant aux caméras, peut-être comme point de départ, les travaux du comité spécial de la procédure?

**L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé):** Je vais étudier cette possibilité, monsieur l'Orateur.

### LA LOI ÉLECTORALE DU CANADA

#### LE REMANIEMENT PAR LE COMITÉ PERMANENT

**M. Heath Macquarrie (Hillsborough):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au leader du gouvernement à la Chambre. Vu l'indigence de la liste des ordres du jour inscrits au *Feuilleton* au nom du gouvernement, songe-t-on à charger le comité approprié de procéder à un remaniement complet de la loi électorale du Canada?

**L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé):** Monsieur l'Orateur, si le député regardait le *Feuilleton* de plus près il

[L'hon. M. Hellyer.]

verrait que la liste est encore assez longue, mais nous comptons renvoyer l'ensemble de la question relative à la loi électorale du Canada au comité des privilèges et élections.

**M. Macquarrie:** Le ministre veut-il dire toute la loi?

**L'hon. M. Macdonald:** Monsieur l'Orateur, si nous nous contentions de ne renvoyer que la loi au comité, nous laisserions de côté certaines propositions supplémentaires contenues dans un récent rapport présenté aux députés. Je pense donc qu'il vaudrait mieux renvoyer au comité la question dans son ensemble plutôt que la loi existante.

### QUESTIONS OUVRIÈRES

#### L'ENCOURAGEMENT À LA FUSION DES PROVINCES MARITIMES

**M. Barry Mather (Surrey):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre des Finances une question complémentaire à celle qui lui a été posée ce matin concernant le marasme dans les provinces Maritimes et le surcroît d'aide financière dont elles ont besoin. Le ministre des Finances voudrait-il s'efforcer d'encourager les provinces Maritimes à poursuivre l'étude en cours sur les bienfaits d'une union entre les provinces Maritimes?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, c'est évidemment une question qui regarde ces provinces. Elles ont en ce moment des pourparlers à ce sujet et je crois qu'elles ont chargé une commission d'étudier la situation économique.

[Français]

### LE SÉNAT

#### QUESTION RELATIVE À SON ABOLITION

**M. Henry Latulippe (Compton):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Je voudrais demander au très honorable premier ministre si lui ou son gouvernement a songé à abolir le Sénat?

[Traduction]

### L'HABITATION

#### LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU GROUPE D'ÉTUDE

**M. John Gilbert (Broadview):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports de qui relève le logement. Le député de Parkdale ayant dit à la Chambre hier soir que le ministre l'avait informé qu'une mesure législative sur le logement serait prête d'ici trois semaines, peut-il nous dire si c'est là vraiment son intention?